



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 2**

de la Décision d'exécution de la Commission relative au plan d'action annuel en faveur de la République de Côte d'Ivoire pour 2022

**Document d'action : Promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire (PRODEREE)**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	« Promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire (PRODEREE) » Référence opérationnelle OPSYS: ACT-61422 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Oui - Team Europe Initiative Côte d'Ivoire - « Transition Bas Carbone »
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée en République de Côte d'Ivoire
<b>4. Document de programmation</b>	Programme Indicatif Pluriannuel Côte d'Ivoire sous instrument NDICI 2021-2027
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	<u>La numérotation ci-après reprend l'ordre du MIP. Elle ne reflète pas l'importance opérationnelle des actions</u> <b>Objectif Spécifique 1.1:</b> Formation Professionnelle - Mettre en place un système de formation professionnelle orienté par la demande du secteur privé, afin de renforcer l'adéquation formation-emploi et d'augmenter l'employabilité de la population active (hommes, femmes, jeunes filles et garçons), y compris les populations rurales les plus fragiles et les populations discriminées (ex : en situation de handicap). <b>Résultat 1.1.2 :</b> Un système de formation professionnelle inclusive et orientée par la demande est mis en place. <b>Objectif Spécifique 2.3 :</b> Atténuer les conséquences climatiques d'une croissance économique soutenue

	<b>Résultats :</b> <b>2.3.1</b> Une économie circulaire de la biomasse se développe, notamment à des fins de biomasse énergie et les modes de cuisson propre et plus efficace sont vulgarisés ; <b>2.3.2</b> Tout en poursuivant les objectifs d'accès de tous à l'électricité, l'impact de la production électrique sur le climat est atténué par le recours à des énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique ;  <b>2.3.4</b> Le Ministère en charge de l'Environnement et le Gouvernement de Côte d'Ivoire sont en mesure de mieux mesurer la portée des actions d'atténuation et d'adaptation, et disposer, selon une approche participative et inclusive, d'outils de pilotage de leur politique climatique.  <b>De manière secondaire :</b>  <b>Objectif 2.2</b> Soutenir la transformation du système agricole et alimentaire ivoirien pour qu'il convienne aux producteurs, aux consommateurs, à l'environnement et au climat			
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>				
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	<b>Domaine prioritaire 1 – Développer le capital humain</b> Secteur 1.1: Formation professionnelle (DAC 113)  <b>Domaine prioritaire 2 - Favoriser une croissance inclusive et durable</b> Secteur 2.3 : Transition Bas Carbone (DAC 230)			
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal : ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques Autres ODD importants et cibles : ODD 2 (faim, sécurité alimentaire, et agriculture durable), ODD 4 (éducation), ODD 5 (genre), ODD 7 (accès à l'énergie), ODD 8 (croissance et emploi), ODD 11 (ville et communauté durable), ODD 15 (forêts, sol et biodiversité), et ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs).			
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	Code CAD - 23110 - Politique énergétique et gestion administrative - 55 % Code CAD - 11430 - Formation technique supérieure de gestion - 20 % Code CAD - 23183 - Économies d'énergie et efficacité du côté de la demande - 15 % Code CAD - 32174 - Production d'appareils de cuisine propres - 10%			
<b>8 b) Principal canal de distribution</b>	Gouvernement tiers (coopération déléguée) - 11004			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et Tags</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 20 600 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE 10 000 000EUR. Cette action est cofinancée conjointement par la Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammen-arbeit und Entwicklung (BMZ) pour un montant de 10 600 000 EUR			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de</b>	Modalité du projet			

<b>financement et mode de gestion)</b>	<b>Gestion indirecte</b> avec entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1. et gestion indirecte avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ)
--	--

## 1.2 Résumé de l'Action

L'action consiste à promouvoir les Énergies Renouvelables (EnR) et l'Efficacité Energétique (EE) en Côte d'Ivoire (PRODEREE). La biomasse représente plus de la moitié de la consommation finale d'énergie de la Côte d'Ivoire, tandis que la production d'électricité repose sur le gaz (70%) et l'hydroélectricité (30%) en 2018. Le potentiel d'amélioration de l'EE est élevé dans tous les secteurs d'activité. La promotion des EnR, de l'EE, de la cuisson propre et de la valorisation de la biomasse agricole sont au cœur de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN).

L'action contribuera à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et aux efforts de durabilité environnementale et d'économie circulaire par (i) la valorisation des déchets organiques issus de l'agriculture et la promotion de modes de cuisson plus efficaces et plus propres à travers, notamment, l'assistance technique et l'appui financier apportés aux entreprises de ces secteurs et (ii) le développement du marché des EnR/EE et la création d'emplois durables au niveau local, à travers la mise en place de cours de formation professionnelle pour répondre aux besoins du marché de l'emploi dans ces secteurs et le renforcement des capacités des acteurs économiques et institutionnels, en vue de l'amélioration de la qualité de leurs services.

Au niveau local, l'action comprendra une approche transformative de genre. Dans la sphère domestique, les femmes ivoiriennes sont les plus grandes utilisatrices des ressources énergétiques, mais elles ne peuvent pas disposer pleinement et librement des moyens pour utiliser des solutions innovantes car les pratiques culturelles les excluent des prises de décisions. L'action travaillera sur la sensibilisation, à la fois des hommes et des femmes, afin de renforcer l'autonomie de ces dernières et créer ainsi les conditions afin qu'elles puissent disposer des moyens et de la liberté d'action nécessaires à appliquer des techniques de cuisson propre qui permettront de réduire : (i) les risques sanitaires associés aux techniques traditionnelles de cuisson, (ii) les temps de cuisson et/ou (iii) les dépenses pour l'achat de biomasse (bois de feux ou charbon). L'action permettra également la création d'opportunités d'affaires et d'emplois dans le secteur de la cuisson, de la valorisation des déchets, des EnR et de l'EE.

L'action aura une envergure nationale. La composante liée à la biomasse se déroulera en grande partie au niveau central, en lien avec le Ministère de l'Energie et le secteur privé qui est essentiellement basé dans le grand Abidjan. La composante concernant les EnR et l'EE se déploiera également à Abidjan, mais aussi en province (Yamoussoukro, Jacqueville et Korhogo) où se trouvent les établissements de formation. L'action appuiera les ministères en diffusant les outils développés sur l'ensemble du territoire national.

L'action contribue directement à la mise en œuvre de la TEI « Bas carbone » (à 100%). Elle sera mise en œuvre en partenariat avec une ou plusieurs agences de développement d'un Etat membre de l'UE. L'action est alignée avec les priorités du Pacte Vert européen et du Global Gateway/Investment package, en particulier l'« Africa-EU Green Energy Initiative » et la « Just Energy Transition Initiative ».

L'action contribuera également au Plan d'Action Genre III (GAP III) de l'Union européenne, et plus spécifiquement au domaine d'engagement visant à « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique ». Elle complétera les activités menées dans le cadre de l'action « Accompagner le renouvellement des engagements climatiques de la Côte d'Ivoire » engagée en 2021 et financée sous le MIP national. Elle s'articulera également avec l'action « Regional Clean Cooking Action in West Africa », prévue dans le cadre l'AAP 2022 du MIP régional et qui concernera les pays d'Afrique de l'Ouest.

La Côte d'Ivoire porte une attention particulière au nexus genre et changement climatique, comme en témoigne le Mémoire d'Entente (MoU) signé par le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable et la Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, le 25 octobre 2021. Cet engagement politique de haut niveau vise à renforcer le processus de plaidoyer pour l'intégration systématique du nexus genre et climat dans les planifications sectorielles, les documents stratégiques et de politique au niveau national (CDN Côte d'Ivoire, mars 2022).

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

#### **Contexte général**

Le contexte politique ivoirien apparaît aujourd'hui apaisé après une élection présidentielle tendue en 2020. Le dialogue politique engagé depuis décembre 2021 entre le gouvernement et les partis politiques devrait permettre de définir des règles du jeu plus consensuelles avant les élections locales et sénatoriales prévues en 2023. Régulièrement aligné sur l'UE dans les instances internationales, le pays a voté en faveur des résolutions adoptées à l'ONU (Assemblée Générale et Conseil des Droits de l'Homme) sur l'invasion de l'Ukraine les 2 et 3 mars 2022.

La Côte d'Ivoire est un des rares pays au monde à avoir conservé une croissance positive en 2021 malgré la pandémie de la COVID 19. Le Fonds Monétaire International (FMI) l'anticipe à 6,5% en 2022. Toutefois, malgré une croissance soutenue depuis plus de dix ans, les inégalités demeurent très importantes, ce qui génère conflits sociaux et migration. L'économie ivoirienne reste par ailleurs très dépendante de quelques produits agricoles d'exportation et d'importation. Cela rend le pays très vulnérable aux variations de prix des matières premières et constitue une importante cause de mécontentement de la population.

#### **Les engagements climatiques et énergétiques de la Côte d'Ivoire**

La promotion des EnR, de l'EE, de la cuisson propre et de la valorisation des sous-produits organiques agricoles, forestiers et ménagers, font partie des politiques, plans et stratégies de la Côte d'Ivoire traduisant les engagements climatiques et énergétiques du pays, en particulier : (i) la Contribution Déterminée au niveau National (CDN – cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 30 % d'ici à 2030 par rapport au scénario de référence - statu quo), (ii) le Document de politique sectorielle de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (PSDEREE 2020-2030) qui définit le renforcement des capacités tant du personnel du ministère en charge de l'énergie que des acteurs du secteur privé comme l'un des axes stratégiques, (iii) la Stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre issus de la déforestation et de la dégradation des forêts en plus de la gestion durable des forêts et le reboisement (REDD+), (iv) le Plan d'action national de réduction des polluants atmosphériques de courte durée de vie (noir de carbone, méthane, ozone troposphérique etc.), (v) les Plans d'action nationaux des énergies renouvelables (PANER), de l'efficacité énergétique (PANEE) et de la bioénergie (PANBE), (vi) le Plan d'action cuisson en cours de mise à jour, et (vii) le Code de la bioénergie, proposé en 2021, dans le cadre du programme ENERGOS financé par l'Union européenne. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire est en train d'élaborer son Plan d'action national pour la mise en œuvre de la politique de la CEDEAO en matière d'intégration de la dimension de genre dans l'accès à l'énergie, dont la finalisation est prévue en automne 2022.

La politique climatique du gouvernement ivoirien met également l'accent sur la résilience des couches vivant dans des situations les plus vulnérables notamment, les femmes et les jeunes à travers la création d'emplois verts et les enjeux de financement. Dans le cadre de l'intégration de la thématique genre et climat, la prise en compte du genre se fait de façon transversale à tous les secteurs prioritaires identifiés dans le cadre des CDN (CDN Côte d'Ivoire, mars 2022). Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD) a élaboré en 2019 une Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques (2020-2024).

#### **La cuisson inefficace encore largement dominante**

Seulement 29% de la population de la Côte d'Ivoire a accès à des modes de cuisson propre en 2018. Le gaz butane est présent dans les centres urbains ivoiriens grâce à la subvention du gaz butane, mais le coût pour l'État est élevé et fluctuant. Les conséquences sont graves sur l'environnement (déforestation et dégradation des forêts, gaz à effet de serre, pollution locale), la santé publique (décès prématurés) et le genre (temps et efforts pour l'accès aux énergies domestiques, santé des femmes/mères et enfants).

Le marché potentiel de la cuisson propre est de l'ordre de 3 à 4 millions de ménages. L'offre locale d'alternatives est limitée mais des initiatives émergent, soutenues notamment par la finance climatique. L'offre de services énergétiques élargie (électricité et cuisson propre) est naissante mais prometteuse. Des solutions innovantes pour les usages domestiques, institutionnels et productifs ont été testées mais n'ont pas encore réussi à se déployer à grande échelle. L'Alliance ivoirienne pour la cuisson propre n'a pas encore réussi à mobiliser les acteurs du secteur.

#### **Un potentiel de déchets agricoles et forestiers en attente de valorisation**

Les déchets agricoles considérés comme prioritaires du fait des volumes et de leur caractère hautement polluant (pollution des eaux et des nappes ; émanations de méthane) sont l'attiéké, l'huile de palme, l'élevage hors sol et les abattoirs. Quelques entreprises de grande et moyenne taille du secteur agro-industriel utilisent déjà tout ou partie de leurs déchets pour générer de l'énergie sous forme de vapeur (séchage du riz, stérilisation des régimes de palme, extraction sucre) ou d'électricité (souvent en cogénération). Une usine d'huile de palme produit du biogaz avec un digesteur industriel. Le potentiel technique de production de bioéthanol et de biogaz à partir de déchets est élevé en Côte d'Ivoire, mais sa rentabilité dépend des mesures fiscales d'appui.

L'utilisation agronomique des déchets sous forme de compost ou de biocharbon par les producteurs eux-mêmes ne doit pas être négligée pour éviter la perte de fertilité des sols, particulièrement dans la filière cacao.

### **Situation des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME)**

En plus des conditions-cadres insuffisamment développées dans le secteur de l'énergie, les entreprises qui proposent des solutions EnR et EE sont confrontées à un environnement des affaires généralement défavorable pour les MPME et d'un manque de soutien de la part des associations professionnelles. L'accès limité aux financements, les faibles compétences en gestion et une expertise technique prometteuse mais pas pleinement valorisée, constituent les principaux obstacles. Les femmes entrepreneurs sont encore plus touchées par cette situation que leurs concurrents masculins.

## **2.2 Analyse des problèmes**

### ***Besoin de renforcer la cuisson propre et la valorisation des déchets dans les stratégies de développement bas carbone***

Le développement des secteurs de la cuisson propre et de la valorisation des déchets organiques est limité et fragile malgré l'intérêt croissant du marché, le potentiel élevé de valorisation des déchets organiques et la disponibilité de la finance climatique. Plusieurs barrières y contribuent.

Le cadre institutionnel n'est pas approprié. Malgré les plans, stratégies et documents de politique existants, la seule mesure en vigueur pour la cuisson propre est la subvention du gaz butane. Il n'existe actuellement que quelques initiatives isolées de valorisation des déchets agricoles. Le bas prix du bois et du charbon de bois, combiné à la subvention sur le gaz butane, rend très difficile la rentabilité des alternatives de cuisson. Fédérer les différents plans et documents, les accompagner par des mesures réglementaires et incitatives appropriées et par une solide coordination interministérielle, renforcer le respect des lois existantes en matière de pollution sont indispensables pour garantir la bonne gouvernance du secteur et le déploiement pérenne des solutions. Par ailleurs, le focus mis sur le développement de centrales électriques de plusieurs dizaines de MW pour valoriser les déchets se heurte au faible prix de rachat de l'électricité et à une ressource de biomasse dispersée coûteuse à mobiliser. Des solutions simples et robustes à l'échelle des entreprises de transformation, comme la production d'éthanol et la méthanisation, sont plus adaptées mais restent mal connues en Côte d'Ivoire.

Les difficultés d'accès au financement constituent une autre barrière, en général pour les PME, voire les très petites entreprises (TPE), mais aussi pour les grandes entreprises du secteur. Les entreprises du secteur de la cuisson requièrent des financements adaptés à leur niveau de maturité (besoins d'investissement et de fonds de roulement) et innovants (financement climatique et autre financement axé sur les résultats, financement participatif, etc.). La valorisation des déchets requiert un capital initial élevé. Or, ces deux secteurs sont considérés risqués et les opportunités d'investissement sont mal connues par les banques ivoiriennes. De plus, nombre d'entreprises ont besoin de renforcer leur expertise technique, organisationnelle et d'affaires pour être plus crédibles et viables. La Côte d'Ivoire dispose d'une offre foisonnante d'incubateurs, qui, bien que récente et encore fragile, fournit des leçons pertinentes pour le développement de ces services. L'assistance technique, l'appui à des projets-pilotes permettant de faire connaître les opportunités de marché et la disponibilité de financements de démarrage et d'expansion sont essentiels pour soutenir, accélérer et amplifier les initiatives.

La disponibilité de données systématiques et publiques (segmentation et potentiel de marchés, bilan carbone des filières, durabilité des filières-bois, bonnes pratiques, etc.) est insuffisante. Elle est pourtant critique pour la définition de stratégies d'interventions appropriées dans une optique de développement bas carbone avec la participation du secteur privé. Ce besoin est systématiquement relevé par les acteurs locaux, qu'ils soient du secteur privé, financier, ou public.

Le manque de sensibilisation des consommateurs, des décideurs et du secteur financier constitue une barrière identifiée par tous les acteurs. Le manque de sensibilisation des consommateurs oblige les entreprises de

production et distribution de solutions de cuisson propre à réaliser des activités continues de sensibilisation et promotion auprès des consommateurs, qui représentent des coûts majeurs et nuisent à leur rentabilité. Le gouvernement reconnaît l'importance de l'information, la sensibilisation et la formation pour atteindre les objectifs de sa Politique Sectorielle de Développement des EnR et EE. Cependant les canaux de distribution appropriés font défaut pour atteindre et intéresser les bénéficiaires (ménages, institutions, entreprises et sociétés coopératives de transformation agro-alimentaires) les moins accessibles parce qu'éloignés ou offrant une faible capacité de payer.

Les femmes ne sont pas suffisamment impliquées dans la définition de solutions de cuisson propre et de modèles d'affaires, ce qui nuit au succès des solutions proposées.

### ***Besoin de renforcer le capital humain et le développement du marché des EnR et EE***

L'obligation d'audits énergétiques des bâtiments à partir de 2023, la dotation de budget du Fonds national pour la maîtrise de l'énergie (FONAME), sont des pas favorables faits par le gouvernement. Mais, les conditions cadres pour atteindre les objectifs de pénétration d'EnR et d'EE restent insuffisantes. Les programmes de soutien nationaux sont peu développés et les réglementations visant à améliorer l'efficacité énergétique dans les bâtiments et l'industrie ne sont pas toujours appliquées. L'augmentation des investissements dans la mise en œuvre des solutions d'EnR et d'EE en Côte d'Ivoire fait face à un manque persistant de capacités techniques, financières et humaines du secteur privé et de faibles capacités des institutions éducatives et gouvernementales concernées. Les associations de PME, les établissements d'enseignement publics et privés et le Ministère en charge de l'Énergie, ont besoin de plus d'expertise, de l'expérience pratique et des capacités nécessaires (management, lobbying, leadership collectif, mobilisation de ressources climatiques ...) au niveau institutionnel et humain pour améliorer les conditions de déploiement à grande échelle des solutions EnR/EE. Les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) offrant des services en EnR et EE disposent de compétences de gestion insuffisantes et d'une expertise technique prometteuse mais qui n'est pas pleinement utilisée. Les formations professionnelles proposées dans le secteur sont insuffisantes ou non adaptées au besoin du marché de l'emploi. Les barrières limitent les femmes entrepreneures du secteur de l'énergie encore plus que leurs pairs masculins, en raison du manque de réseaux et de produits financiers adaptés à leurs besoins, de l'incompatibilité du marché de travail local avec leurs responsabilités familiales et de la présence prononcée de stéréotypes culturels. La proportion de femmes dans les professions techniques ainsi que dans les cours de formation liés aux EnR et à l'EE est faible.

Le Projet de Formation Professionnelle dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire (ProFERE), mise en œuvre par la GIZ et financé par la BMZ, tente de répondre à ces problématiques depuis 2019 avec des actions de formation professionnelle ciblée sur les EnR et l'EE et la mise en place d'une plateforme regroupant les associations des PME dans le secteur des EnR/EE. Mais ce programme, fortement axé sur la formation professionnelle n'intervient pas sur l'employabilité des personnes formées. Ce qui est encore insuffisant pour le développement d'un marché des EnR et de l'EE, dans un contexte où le cadre réglementaire est peu incitatif à l'investissement en EnR/EE.

D'autre part, la majorité des entreprises ivoiriennes connaissent peu les solutions techniques en EnR et EE disponibles sur le marché, les économies générées par une meilleure maîtrise des consommations énergétiques, l'impact de leurs activités sur l'environnement et les solutions de financement. L'information est aussi essentielle dans la diffusion des technologies.

Enfin, le mécanisme Measuring, Reporting, Verification (MRV) de surveillance des CDN qui sera mis en œuvre au niveau national avec l'appui de l'UE au travers du projet adopté dans le cadre du Plan d'Action Annuel 2021 s'appuie sur la mise en place et le fonctionnement effectif des mécanismes sectoriels dont celui du secteur de l'énergie. Ce dispositif sectoriel n'est pas encore opérationnel.

### **Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action**

#### **Détenteurs d'obligations**

**Ministères en charge de l'énergie, de l'environnement et du développement durable :** Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, en tant que chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de pétrole, d'électricité et de développement des énergies renouvelables, et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, en tant que chargé de la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans le domaine de l'environnement et du développement durable, y compris la politique climatique, la REDD+ et la stratégie sur l'économie circulaire en cours de finalisation.

**Ministères en charge de l'éducation et institutions d'enseignement :** Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en tant que chargés de la formation, l'enseignement et la Recherche.

**Autres ministères sectoriels ou transversaux :** Ministère des Eaux et Forêts (contrôle la filière bois et charbon de bois, attribue les permis d'exploitation de bois de chauffe et de charbon de bois qui sont arrimés aux autorisations d'exploitants forestiers), Ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Ministère des Ressources animales et halieutiques, Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, ainsi que les nombreux ministères à mandat transversal (recherche, femme, commerce, économie, budget, plan, statistiques, etc.).

### **Titulaires de droits**

Les **femmes** sont non seulement un groupe-cible qui bénéficie des solutions de cuisson propre, elles constituent aussi un large bassin d'entrepreneuriat. De plus, leur implication dans la définition de solutions de cuisson propre et de modèles d'affaires est indispensable et encore trop limitée.

Les **jeunes** en tant que capital humain/ futurs diplômés dans les secteurs de l'économie verte.

**Consommateurs (ménages, petits commerces, artisans) :** ce sont les bénéficiaires ultimes des systèmes de cuisson et des améliorations sur l'efficacité énergétique.

**Villes et collectivités locales,** en tant qu'acteurs de promotion et distribution de solutions de cuisson propre.

### **Acteurs non-étatiques**

**Secteur privé :** Fabricants, distributeurs, installateurs, consultants du secteur des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, de la cuisson propre, du secteur agricole et agroalimentaire, bénéficiaires de l'action.

**Fournisseurs d'expertise :** Entités (ONG, bureaux de conseil, etc.) en mesure d'apporter les services requis pour mettre en œuvre les actions proposées, notamment, les études techniques requises.

**Institutions de financement :** Banques commerciales, investisseurs, institutions de microfinance, fonds d'impact etc. pour l'appui des entreprises ainsi que des consommateurs.

**Secteur de la formation académique et professionnelle et acteurs du partage et de la diffusion des connaissances :** Universités, centres de recherches et d'enseignement, établissements d'enseignement et de formation professionnelle pour renforcer les activités de formation, recherche et information en matière d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique, de biomasse et de cuisson propre.

**Institutions et initiatives d'appui à l'innovation et à l'entrepreneuriat :** Agences Nationales comme l'INIE ou l'Agence CI-PME en tant qu'entité chargée de promouvoir des PME ivoiriennes, incubateurs/accélérateurs d'entreprises au niveau national/régional pour le soutien au développement d'entreprises innovantes, l'Agence Emploi Jeune, les cabinets de placement.

**Acteurs médiatiques, leaders d'influence, société civile** sur les aspects de santé, genre, forêts, développement durable, cuisson, déchets agricoles, énergies renouvelables, efficacité énergétique.

## **3 DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **3.1 Objectifs et produits**

**L'objectif général (impact)** de cette action est de contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre de la Côte d'Ivoire. Elle contribuera ainsi à faire à respecter les engagements internationaux du pays en la matière (Contributions déterminées au niveau national – CDN).

**Les objectifs spécifiques (outcome)** de cette action sont :

1 – Des chaînes de valeur de la cuisson propre et de la valorisation des déchets organiques issus de la transformation des produits agricoles sont renforcées. Ces chaînes de valeurs s'appuient sur des solutions innovantes et durables.  
2 – Le développement du marché des Energies Renouvelables (EnR) et de l'Efficacité Energétique (EE) est renforcé. Le développement de ce marché contribue à la création d'emplois formels et décents, y compris pour les femmes et les jeunes, ainsi qu'à la promotion et l'utilisation efficace des solutions d'EnR et d'EE.

**Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (output)** sont les suivants :



1.1. INNOVER : des solutions innovantes de production et distribution de solutions de cuisson propre et efficace et de valorisation des déchets (attiéké, d'huile de palme, élevages en stabulation, biodéchets des gros producteurs, cacao) sont introduites.

1.2. DÉMONTRER : la création de savoir sur la base des projets de démonstration visant les solutions de cuisson propre et de valorisation de déchets organiques est augmentée.

1.3. FINANCER pour passer à l'échelle : l'offre de services financiers disponibles pour les entreprises et les consommateurs des solutions de cuisson propre et de la valorisation des déchets organiques issus de la transformation des produits agricoles est augmentée.

1.4. CONDITIONS-CADRE : les conditions-cadres politiques, institutionnelles et réglementaires permettant aux entreprises de déployer de manière pérenne des solutions de cuisson propre et de valorisation des déchets organiques issus de la transformation des produits agricoles sont améliorées.

1.5. DISSÉMINER : Les opportunités et outils pour l'échange d'information et des connaissances en matière de cuisson propre et de valorisation des déchets agricoles ont augmentés à l'échelle nationale, régionale et internationale

L'approche adoptée intervient sur l'ensemble des aspects/leviers du secteur de la cuisson propre et de la valorisation de la biomasse. Il s'agit en effet de développer un modèle d'intervention innovant qui puisse être répliqué et mis à l'échelle par la suite.

2.1. FORMATIONS : Les services de formation axés sur la demande, et des services d'aide à l'emploi sont renforcés.

2.2. QUALITE DES SERVICES : Les capacités des associations d'entreprises, liées aux services de renforcement de la qualité du secteur des EnR et de l'EE sont améliorées.

2.3. RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES : Les capacités du MMPE et autres institutions publiques sont améliorées. Cela permettra à ces institutions de développer des instruments de financement publics et d'améliorer le cadre réglementaires et normatif et son application afin de stimuler la demande de solutions en matière d'EnR et d'EE.

2.4. SURVEILLANCE DES CDN : Les mécanismes de suivi et d'évaluation des mesures d'atténuation liées au secteur de l'énergie en lien avec les initiatives de suivi évaluation et de MRV au niveau national sont améliorés.

### 3.2 Activités indicatives

#### *Produit 1.1 INNOVER*

- Appuyer les meilleures innovations de solutions de cuisson propre proposées par des entrepreneurs déjà existants à la suite d'un concours d'innovation.
- Appuyer les meilleures innovations de solutions de valorisation des déchets proposées par des entrepreneurs déjà existants à la suite d'un concours innovation.

#### *Produit 1.2. DEMONTRER*

- Réaliser des études de marché pour la cuisson propre qui priorisent, autant que possible, l'utilisation des matériaux locaux, les capacités de production à différentes échelles et l'économie circulaire, et les opportunités de valorisation des sous-produits organiques issus des filières priorisées (attiéké, palme, élevage en stabulation, biodéchets des gros producteurs, cacao).
- A la suite d'appels à projets, appuyer des projets de démonstration des technologies et des modèles d'affaires matures valorisant les déchets organiques dans les filières retenues.
- Appuyer des projets de démonstration de canaux innovants de distribution de solutions de cuisson propre à la suite d'appels à projets. Les projets sélectionnés vont bénéficier de subventions et/ou d'accompagnement technique déployés par le projet.

#### *Produit 1.3. FINANCER pour passer à l'échelle*

- Accompagner les entreprises des filières de cuisson propre et de valorisation des déchets organiques dans l'accès au financement (coaching/assistance technique) et évaluer les mécanismes de financement innovants (garanties, financements participatifs) nécessaires pour mobiliser des financements additionnels.

- Appuyer la croissance des entreprises (manufacturiers, distributeurs) de cuisson propre à la suite d'appels à projets. Des entreprises seront ainsi sélectionnées. Elles pourront bénéficier de petites subventions et/ou d'accompagnement technique déployé par le projet.

#### *Produit 1.4. AMELIORER LES CONDITIONS-CADRES*

- Réaliser des études politiques, techniques, stratégiques, pour conseiller les décideurs politiques et les autres acteurs du secteur.
- Promouvoir et renforcer la gouvernance des deux secteurs par la coordination, l'information et la formation.

#### *Produit 1.5. DISSÉMINER DES CONNAISSANCES, EXPÉRIENCES ET LEÇONS APPRISSES*

- Mettre en place un guichet national d'accès à l'information et la vulgarisation, mettant en valeur tant les avantages environnementales et sanitaires de la cuisson propre, que le potentiel économique du secteur.
- Appuyer le partage d'expériences, mener des actions de promotion/visibilité, à l'échelle nationale, régionale et internationale.

#### *Produit 2.1. Formations*

- Mettre en œuvre des programmes de formation professionnelle et universitaire axés sur la demande du secteur des EnR/EE, avec les modules de formation développés par le ProFERE et de nouveaux modules techniques. En relation à la production d'énergie photovoltaïque, la question de la réparation et du recyclage de ces équipements est posée et sera intégrée dans le processus de formation et de renforcement des capacités.
- Accompagner les services d'aide à l'emploi (conseils, journées/salons d'insertions, mentorat, ...), d'aide à l'orientation professionnelle et de mise en adéquation de l'offre avec la demande.

#### *Produit 2.2. Qualité des services*

- Appuyer, accompagner et renforcer les capacités des associations professionnelles pour leur permettre d'offrir un service répondant aux attentes des entreprises (conseils, formations, coaching pour développer des projets verts et accéder à des financements climatiques, ...) appliquant des solutions EnR/EE (côté demande) et les entreprises offrant des solutions correspondantes (côté offre)

#### *Produit 2.3. Renforcement des capacités institutionnelles*

- Renforcer les capacités du MPME et autres institutions publiques à développer des instruments de financement public et à améliorer le cadre réglementaires et normatif en matière d'EnR et d'EE et son application.
- Développer un portefeuille de projets, élaboration de manuels de procédures et de stratégie de mobilisation de ressources financières.

#### *Produit 2.4. Surveillance des CDN*

- Appuyer la mise en place du MRV au secteur de l'énergie avec la prise en compte de la Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques (2020-2024)<sup>1</sup>.
- Soutenir le renforcement de la coopération interministérielle entre le MMPE et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD).

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

L'action envisagée soutient la lutte contre le changement climatique et appuie la mise en œuvre de la CDN de Côte d'Ivoire en complémentarité avec l'action de l'AAP 2021 (« Accompagner le renouvellement des engagements climatiques de la Côte d'Ivoire »). Elle contribuera à réduire (i) les émissions de gaz à effet de serre par la promotion des EnR et de l'EE, permettant de limiter la contribution des énergies fossiles dans le mix énergétique ivoirien; (ii) les émissions de CO<sub>2</sub> et CH<sub>4</sub> liées notamment à la consommation de bois non renouvelable et à la décomposition des déchets organiques, ainsi que les émissions de noir de carbone, dont 70% proviennent de la

<sup>1</sup> <https://www.ndcs.undp.org/content/dam/LECB/docs/pubs-reports/undp-ndcsp-ci-strategie-genre-changement-climatique.pdf?download>

production de charbon de bois et de la cuisson à la biomasse et (iii) la pression de l'exploitation du bois énergie sur la dégradation des forêts et la perte de biodiversité (29% de la dégradation des forêts est due au bois énergie). Elle encouragera l'économie circulaire, la fertilité des sols, l'adaptation au changement climatique et la durabilité du secteur cacao. Elle permettra de sensibiliser et informer les décideurs sur la durabilité de la ressource bois-énergie en Côte d'Ivoire. Elle contribuera à la mise en place de solution EnR et EE au niveau du secteur privé et des particuliers, et permettra ainsi une plus grande utilisation des EnR comme source d'énergie et réduira le niveau de consommation énergétique.

### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'action veillera à la représentation et l'implication effectives des femmes dans les entreprises soutenues et dans le cadre institutionnel mis en place pour soutenir la cuisson propre, la valorisation des déchets, et la promotion des EnR et l'EE. Dans les activités de formation professionnelle et de renforcement de capacités, elle veillera à être inclusive et promouvoir la participation féminine. Par ailleurs, en améliorant les conditions de cuisson, l'action bénéficiera particulièrement aux femmes et aux enfants, à la fois en facilitant l'accès aux énergies domestiques propres et en réduisant les effets négatifs des modes de cuisson traditionnels et non efficaces auxquels ils sont exposés (effets des fumées sur la santé, temps et dureté des tâches d'obtention du bois et de la cuisson, etc.).

### **Droits de l'homme**

L'action veillera au respect des droits humains dans toutes les activités qu'elle soutiendra, notamment au sein des entreprises bénéficiaires. Par la formation de son personnel, un renforcement de leurs capacités, les entreprises soutenues pourront créer un nombre non négligeable d'emplois décents. L'action appliquera les cinq principes opérationnels de l'approche fondée sur les droits humains : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel; non-discrimination et égalité; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous ; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées.

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que les aspects liés au handicap n'apparaissent pas comme un aspect susceptible d'être pris en compte par l'action. Cependant, la participation des personnes handicapées aux activités du Produit 2.1. Les formations seront encouragées. À cette fin, les installations de formation seront rendues accessibles aux personnes handicapées et des aménagements raisonnables seront fournis en cas de besoin.

### **Démocratie**

L'action améliorera la mobilisation, la formation et l'information des acteurs, y compris la société civile, la transparence, la bonne gouvernance et l'accès à l'information, dans les secteurs de la cuisson, de la valorisation des déchets et plus largement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. L'action soutiendra le développement, la disponibilité et la diffusion de nouvelles connaissances qui faciliteront la prise de décision sur les stratégies publiques, permettront de mieux communiquer sur ces enjeux et renforceront le rôle de tous les acteurs, y compris le secteur privé et la société civile, dans le développement du secteur. Elle renforcera l'intégration interministérielle et la mobilisation du secteur, notamment par l'appui à la mise en place d'une entité de coordination interministérielle et d'une entité de représentation du secteur (telle qu'une alliance locale de la cuisson propre).

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Cet aspect n'est pas spécifiquement ciblé par l'action. Cependant, l'amélioration des conditions de vie grâce à la création d'emplois dans le secteur des EnR et de l'EE, à la création de revenus additionnels par la valorisation des déchets, à l'accès à des sources d'énergie et des modes de cuisson plus propres et à l'amélioration des rendements agricoles contribueront à une meilleure cohésion sociale et donc à la paix et la stabilité.

### **Réduction des risques de catastrophes**

L'action contribuera à réduire les risques associés aux rejets polluants des activités agricoles et forestières visées (pollution des eaux, émanation de méthane), à la déforestation et la perte de biodiversité. Par ailleurs, en renforçant leur accès à des systèmes de cuisson plus propres et plus efficaces, et plus largement à des formes d'énergie durable, l'action contribuera à la résilience économique et environnementale des bénéficiaires face à de futures catastrophes.

### 3.4 Risques et enseignements tirés

<b>Catégorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)</b>	<b>Impact (Haute/ Moyen/ Faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
3	Faible adhésion des parties prenantes institutionnelles (manque de leadership, résistance au changement, absence de coordination interinstitutionnelle)	H	H	Sensibilisation et renforcement de capacités continue des parties prenantes institutionnelles en référence aux études de potentiel réalisées  Renforcer le dialogue politique et le suivi stratégiques par l'Union européenne et ses représentants, auprès des différents ministères concernés, au-delà du ministère de l'Energie, et pouvant avoir un rôle de leadership, tel que le ministère en charge de l'Environnement.
1	Manque de capacité des organisations bénéficiaires pour mettre en œuvre les actions	H	M	Renforcer l'assistance technique portant sur les capacités.
3	Engagement budgétaire insuffisant du gouvernement dans les secteurs visés par l'Action, ne permettant pas de garantir la pérennité de l'Action une fois le programme terminé	H	H	Placer la mobilisation budgétaire de l'Etat (additionalité) au cœur des actions de renforcement institutionnel à travers le dialogue politique. Engager le ministère en charge du budget. Renforcer la sensibilisation et le plaidoyer. Utiliser les engagements régionaux (CEDEAO) et internationaux (climat) comme leviers.
1	Aggravation de la crise sanitaire suite à la pandémie Covid-19	M	M	Les équipes suivront les recommandations officielles en matière de santé et travail.  Monitoring continue de la situation sanitaire dans le pays.  Mise en place d'un système d'alerte précoce.
3	Manque d'intérêt et pouvoir d'achat ou d'investissement limité des consommateurs et des entreprises pour les produits de cuisson propre et la valorisation de leurs déchets	F	M	Stimulation de l'intérêt à travers des campagnes d'information et de sensibilisation.  Amélioration des conditions-cadres. Dissémination de connaissances, expériences et leçons apprises. Sensibilisation du secteur privé
4	Faible intérêt (suite aux pesanteurs socio-culturelles) de travailler sur la promotion de l'égalité de genre et des droits humains	M	M	Renforcement de capacités et communication/sensibilisation en faveur d'un climat/environnement favorables à l'approche genre et l'approche fondée sur les droits humains. Rendre visible la Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques (2020-2024)
5	Manque d'intérêt du secteur financier pour financer le secteur privé	M	H	Les activités d'information et de formation prévues pour améliorer les conditions-cadres et les actions de

				financement visent à renforcer les investissements privés et le rôle du secteur financier local.
--	--	--	--	--

## **Enseignements tirés :**

### ***Renforcer la cuisson propre et la valorisation des déchets dans les stratégies de développement bas carbone***

En Côte d'Ivoire, comme dans de nombreux pays, de nombreuses initiatives passées en cuisson propre et valorisation des déchets du secteur agricole et forestier, même en valorisant de bonnes solutions techniques, sont restées sans suite, parce qu'elles n'étaient pas inscrites dans une démarche systémique incluant des actions simultanées pour promouvoir un environnement politique propice, des conditions de marché favorables, une solide concertation entre acteurs, une implication active des femmes et des hommes au niveau local. Par exemple, financer seulement des innovations ne permet pas un passage à l'échelle si le cadre institutionnel ou les conditions de marché ne permettent pas aux solutions proposées d'être concurrentielles, ou si ces innovations n'ont pas été développées avec une participation active des femmes. De même, appuyer seulement la mise en place d'un label de qualité n'est pas pérenne si le consommateur n'est pas convaincu et donc disposé à payer un peu plus pour bénéficier de la qualité du produit. Ou encore, l'accès au financement ne gagnera pas en pérennité si les acteurs financiers locaux ne s'impliquent pas activement dans le secteur. C'est pourquoi l'action proposée agit simultanément sur plusieurs aspects, dont l'innovation, la croissance, les conditions-cadres, l'accès au financement, l'information, en donnant une place clé aux femmes dans l'ensemble des activités.

### ***Développer le capital humain et le marché des EnR et EE***

Peu de programme de soutien à l'utilisation des EnR ou à l'amélioration de l'EE ont été mis en place à ce jour en Côte d'Ivoire et la réglementation visant à améliorer l'EE dans les bâtiments et l'industrie, élaborée avec l'appui de l'UE et d'autres partenaires au développement, n'est pas encore pleinement appliquée. Cela s'explique en partie par le fait que le gouvernement de la Côte d'Ivoire ne dispose pas des structures institutionnelles et des ressources nécessaires pour promouvoir efficacement les EnR et l'EE. En outre, les faiblesses techniques et financières contribuent à la lenteur du développement du marché des EnR/EE avec l'autorisation de mise sur le marché d'équipements de faible qualité.

Néanmoins, le Projet de Formation Professionnelle dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire (ProFERE), mis en oeuvre par la GIZ, tente de répondre à ces problématiques depuis 2019 avec des actions de formation professionnelle ciblée sur les EnR et l'EE et la mise en place d'une plateforme regroupant les associations des PME dans le secteur des EnR/EE. Ainsi, le ProFERE a permis la formation de plus de 700 spécialistes en EnR et EE (dont 100 femmes), la formation de 50 formateurs qui peuvent dispenser des cours en photovoltaïque et efficacité énergétique, la création d'environ 80 micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui offrent des solutions d'EnR et d'EE avec environ 970 employés. Mais ces entreprises font souvent face à un environnement commercial généralement faible pour les MPME en Côte d'Ivoire et un manque de soutien de la part des associations professionnelles. Les obstacles à la croissance des MPME comprennent un accès limité au crédit, de faibles compétences en gestion et une expertise technique potentiellement présente mais peu utilisée. Les femmes entrepreneures et autres professionnelles sont encore plus touchées par ces nombreux obstacles à l'entrée sur le marché et à la croissance de leurs activités par rapport à leurs concurrents masculins. Le ProFERE est intervenu également essentiellement sur la côte « offre » de solutions EnR et EE avec un appui aux entreprises développant ce type de solutions techniques mais pas sur le côté « demande » qui n'a pas été stimulé au niveau du secteur privé et des particuliers, ce qui a pu constituer un frein au développement de toute la filière EnR et EE.

L'action PRODREE s'appuiera sur les acquis du ProFERE pour accentuer la formation professionnelle et académique dans les secteurs des EnR et l'EE, mais également pour tenir compte des leçons apprises du ProFERE en renforçant les capacités des associations d'entreprises (et indirectement des MPME) et de la plateforme des associations déjà en place, ainsi qu'en renforçant les capacités de l'administration pour une meilleure coopération entre le ministère et le secteur privé, mais également une meilleure coopération entre les deux ministères régaliens du secteur le MMPE et le MINEDD.

D'autre part, un document de stratégie de sensibilisation, communication et formation sur l'EE et les EnR a été élaboré sous ENERGOS (2021). Mais cette sensibilisation reste cependant à mettre en œuvre, avec des mesures d'accompagnement et des moyens à mettre en place.

Enfin, l'action PRODREE sur sa composante « développement du marché des EnR/EE) pourra également s'appuyer sur le programme VET Toolbox, financé par l'UE, qui a pour objectif d'améliorer l'offre de développement des compétences et de formation professionnelle axée sur la demande grâce à des programmes ciblés.

### 3.5 Logique d'intervention

#### **Composante cuisson propre et la valorisation des déchets (objectif spécifique 1)**

**SI** des solutions innovantes de production et distribution de solutions de cuisson propre et de valorisation des déchets (attiéké, huile de palme, élevages en stabulation, biodéchets des gros producteurs, cacao) sont développées, **EN SUPPOSANT** une forte adhésion des acteurs et principalement des PME des secteurs cuisson propre et valorisation des déchets,

**SI** des diagnostics et projets de démonstration sont disponibles pour établir le potentiel et les conditions de passage à l'échelle des solutions de cuisson propre et de valorisation des déchets organiques, **EN SUPPOSANT** une forte adhésion des acteurs et principalement des PME des secteurs cuisson propre et valorisation des déchets,

**SI** l'offre de services financiers disponible pour les entreprises et les consommateurs soutient le passage à l'échelle du marché des solutions de cuisson propre et de la valorisation des déchets organiques et **SI** des mécanismes de financement innovants sont en place pour mobiliser les investissements dans le secteur, **EN SUPPOSANT** que le secteur financier manifeste un grand intérêt à financer le secteur privé,

**SI** les conditions-cadres politiques, institutionnelles et réglementaires permettent aux entreprises de déployer de manière pérenne des solutions de cuisson propre et de valorisation des déchets organiques, et aux clients d'accéder à ces solutions, **EN SUPPOSANT** que le MMPE s'engage pleinement et s'approprie le projet pour garantir sa pérennité,

**SI** des expériences, bonnes pratiques et connaissances sont partagées aux échelles nationale, régionale et internationale, **EN SUPPOSANT** que les acteurs du secteur s'approprient les résultats du projet et s'engagent à les diffuser,

**ALORS** les chaînes de valeur de la cuisson propre et de la valorisation des déchets organiques issus de la transformation des produits agricoles seront ancrées et largement déployées en Côte d'Ivoire, appuyées sur des solutions innovantes et durables **EN SUPPOSANT** l'engagement continu du gouvernement à accorder un intérêt stratégique aux secteurs de la cuisson propre et de la valorisation de la biomasse au même titre que celui de l'accès à l'électricité,

Contribuant **AINSI** à augmenter le taux de pénétration de la cuisson propre et de valorisation de la biomasse, et plus spécifiquement à réduire les taux d'émissions de gaz à effet de serre de la Côte d'Ivoire.

#### **Composante développement du capital humain et du marché des EnR et de l'EE (objectif spécifique 2)**

**SI** les formations axées sur la demande et des services d'aide à l'emploi sont mises en place, **EN SUPPOSANT** que les établissements de formation et services compétents s'approprient le projet,

**SI** la gamme et la qualité des services proposés par les associations d'entreprises du secteur des EnR et de l'EE à leurs membres sont améliorées, **EN SUPPOSANT** que ces associations soient pleinement actives et accompagnent leurs membres dans leur développement d'activités,

**SI** les capacités du MMPE et autres institutions publiques sont améliorées, **EN SUPPOSANT** que les changements attendus soient soutenus au niveau politique et hiérarchique,

**SI** les mécanismes de suivi et d'évaluation des mesures d'atténuation liées au secteur de l'énergie en lien avec les initiatives de suivi évaluation et de MRV au niveau national seront améliorés, **EN SUPPOSANT** que le MPME et les autres institutions du secteur de l'énergie adhère et s'approprie le projet,

**ALORS** un marché des Energies Renouvelables (EnR) et de l'Efficacité Energétique (EE) sera développé permettant la création d'emploi ainsi que la promotion et l'utilisation efficace des solutions d'EnR et d'EE **EN SUPPOSANT** que la demande en EnR et EE au niveau du secteur privé et des particuliers ait pu être stimulée suffisamment,

Contribuant **AINSI** à réduire les émissions de gaz à effet de serre de la Côte d'Ivoire et plus spécifiquement à respecter les engagements internationaux du pays en la matière (CDN).

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (a): (maximum 10)	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact</b>	Réduire les émissions de gaz à effet de serre de la Côte d'Ivoire en ligne avec les engagements internationaux du pays déterminés au niveau national (CDN)	Emission de gaz à effet de serre du secteur de l'énergie (en MillionsTeq CO2)	Baseline émission de GES 2030 (CDN C.I. 2020) 39.91	Emission de GES mesures inconditionnelles 2030 (CDN C.I. 2020) 28.51	1. Rapport de suivi et d'évaluation de mise en œuvre des CDN (élaboré dans le cadre du projet)	<i>Non applicable</i>
<b>Effet direct 1</b>	1. Les chaînes de valeur de la cuisson propre et de la valorisation des déchets organiques issus de la transformation des produits agricoles sont renforcées.	1.1 Nombre d'entreprises proposant des solutions de cuisson propre et de valorisation des déchets, par sexe de chefs d'entreprise ().  1.2 Nombre de producteurs agricoles/éleveurs et d'entreprises de transformation de produits agricoles utilisant les techniques de valorisation des déchets organiques, par sexe  1.3 Nombres de ménages, institutions, coopératives utilisant des solutions de cuisson propre	1.1 : <5 1.2 : à déterminer (*) 1.3 : à déterminer (*) 1.4; 0 1.5 : 0	1.1 : >10, dont 30% avec des femmes à des postes de gestion 1.2 : >3 000, dont 30% femmes 1.3 : >15 000/an 1.4; A déterminer (*) 1.5 : A déterminer (*)	1.1 Rapports périodiques du projet 1.2 Rapports périodiques du projet 1.3 Rapport périodique du projet 1.4 Rapport périodique du projet	Engagement du gouvernement à accorder un intérêt stratégique aux secteurs de la cuisson propre et de la valorisation de la biomasse au même titre que celui de l'accès à l'électricité

		<p>1.4 GERF 2.17 Nombre de bénéficiaires ayant accès à des services financiers avec le soutien de l'UE: a) entreprises, b) personnes (tous services financiers), c) personnes (services financiers numériques)</p> <p>1.5 Montant du financement externe acquis par les entreprises ayant bénéficié de l'accompagnement du projet</p>			1.5 Rapport périodique du projet	
<b>Effet direct 2</b>	2. Le développement du marché des Energies Renouvelables (EnR) et de l'Efficacité Energétique (EE) est renforcé.	<p>2.1 GERF 2.6 Nombre de micro, petites et moyennes entreprises appliquant des pratiques de consommation et de production durables avec le soutien de l'UE</p> <p>2.2 Nombre d'entreprises proposant du service dans le secteur des EnR et EE dont le chiffre d'affaire a augmenté (dont titulaire femme)</p> <p>2.3 Nombre d'entreprises (côté demande) dont les investissements en EE/ ER a augmenté (dont titulaire femme)</p> <p>2.4 Nombre de mesures (développement de programmes de promotion à travers le FONAME ; adoption d'une nouvelle réglementation, arrêté sur la formation en alternance, publication de textes d'application d'une réglementation existante, base de données d'entreprises partenaires pour la formation en alternance, ...) permettant d'améliorer les conditions du marché local en EnR/EE adoptées par le MMPE et le METFPA</p> <p>2.5 GERF 2.13 Nombre a) d'emplois, b) fd'emplois verts soutenus par l'UE</p>	<p>2.1 : 0</p> <p>2.2 : 0</p> <p>2.3 : 0</p> <p>2.4 : 4</p> <p>2.5 : 0</p> <p>2.6 : 0</p>	<p>2.1 : A déterminer, dont 30% femmes</p> <p>2.2 : A déterminer (*) dont 30% femmes</p> <p>2.3 : A déterminer (*)</p> <p>2.4 : &gt;21</p> <p>2.5 : a déterminer (*), dont 30% femmes</p> <p>2.6 : a déterminer (*), dont 30% femmes</p>	2.1/2/3/4/5/6 Rapports périodiques du projet et rapports périodiques de mise en œuvre des politiques sectorielles en matière d'EnR et EE	La demande en EnR et EE au niveau du secteur privé et des particuliers a suffisamment été stimulée



		2.6 GERF 2.14 Nombre de personnes ayant bénéficié d'interventions d'EFP/de développement des compétences en institution ou sur le lieu de travail soutenues par l'UE: a) tout l'EFP/développement des compétences, b) uniquement l'EFP/le développement des compétences pour la numérisation				
<b>Produit 1 lié à l'effet 1</b>	1.1. Des solutions innovantes de production et distribution de solutions de cuisson propre et de valorisation des déchets (attiéké, huile de palme, élevages en stabulation, biodéchets des gros producteurs, cacao) sont introduites.	1.1.1 Nombre de propositions innovantes, faisables et durables reçues 1.1.2 Nombre d'entreprises fournisseur de solution innovantes de cuisson propres et valorisation de biomasse soutenues	1.1.1 : 0 1.1.2 : 0	1.1.1 : 15 1.1.2 : 5	1.1.1/2 Rapports périodiques du projet	Fortes adhésions des acteurs et principalement des PME des secteurs cuisson propre et valorisation des déchets
<b>Produit 2 lié à l'effet 1</b>	1.2. La création de savoir sur la base des projets de démonstrations visant les solutions de cuisson propre et de valorisation de déchets organiques est augmentée.	1.2.1 Nombre de parties prenantes et organisations atteintes par la diffusion des études diagnostic et de potentiel des secteurs de cuisson propre et de valorisation de biomasse réalisées 1.2.2 Nombre de projets et sites de démonstration accompagnés/mises en place	1.2.1 : 0 1.2.2 : 0	1.2.1 : 25 1.2.2 : >10	1.2.1/2 Rapports périodiques du projet	Fortes adhésions des acteurs et principalement des PME des secteurs cuisson propre et valorisation des déchets
<b>Produit 3 lié à l'effet 1</b>	1.3. L'offre de services financiers disponibles pour les entreprises et les consommateurs des solutions de cuisson propre et de la valorisation des déchets organiques est augmentée.	1.3.1 Nombre d'entreprises accompagnées (dont titulaire femme) 1.3.1 Nombre d'entreprises accompagnées en coaching et assistance technique (dont titulaire femme) 1.3.2 Nombre d'institutions financières participant dans la mise en place d'outils de financement adaptés	1.3.1 : 0 1.3.2 : 0	1.3.1 : 10, dont 30% femmes 1.3.2 : A déterminer (*)	1.3.1/2/ Rapports périodiques du projet	Le secteur financier est intéressé à soutenir les entreprises du secteur de la cuisson propre
<b>Produit 4 lié à l'effet 1</b>	1.4. Les conditions-cadres politiques, institutionnelles et réglementaires permettent aux entreprises de déployer de manière pérenne des solutions de cuisson propre et de valorisation des	1.4.1 Nombre de parties prenantes et organisations atteintes par la diffusion des études de connaissance et diagnostic sectoriel réalisées	1.4.1 : 0 1.4.2 : Brouillon 1.4.3 : Brouillon	1.4.1 : 3 1.4.2 : Actualisé 1.4.3 : Finalisé	1.4.1 Rapports périodiques du projet	Le MMPE s'engage dans le soutien à la cuisson propre et dans la

	déchets organiques, et aux clients d'accéder à ces solutions sont améliorés.	1.4.2 Plan d'action national de la cuisson propre 1.4.3 Code national de la bioénergie			1.4.2/3 Décret ministériels / communiqué du conseil des ministres	valorisation de la biomasse
<b>Produit 5 lié à l'effet 1</b>	1.5. Les opportunités et outils pour l'échange d'information et des connaissances ont augmentés à l'échelle nationale, régionale et internationale	1.5.1 Etat du guichet national d'accès à l'information et la vulgarisation 1.5.2 Nombre de personnes ayant participé aux ateliers de partage de connaissance réalisés, par sexe age et condition d'handicap	1.5.1 : pas existant 1.5.2 : 0	1.5.1 : Guichet mise en place et disposant d'un budget de fonctionnement 1.5.2 : : A déterminer (*)	1.5.1/2 Rapports périodiques du projet	Les parties prenantes (publiques et privés) du secteur s'approprient des bonnes pratiques et solutions innovantes, etc. et s'engage à les diffuser
<b>Produit 1 lié à l'effet 2</b>	2.1. Les services de formation axés sur la demande, et des services d'aide à l'emploi sont renforcés	2.1.1 Nombre de personne ayant participé à des activités de qualification ou employabilité (ventilé par sexe et age) 2.1.2 Nombre de personnes ayant bénéficié de services d'aide à l'emploi (ventilé par sexe, age et si possible handicap) 2.1.3 Nombre de personnes formées ayant un emploi dans le secteur des EnR et l'EE (ventilé par sexe, age et si possible handicap) 2.1.4 Nombre d'employeurs (dont des femmes) qui confirment que les compétences acquises par les diplômés /bénéficiaires de formation professionnelle et continue mise en œuvre par le projet sont pertinentes pour le secteur des énergies renouvelables et efficacité énergétique.	2.1.1 : > 720 (dont 133 femmes) 2.1.2 : 0 2.1.3 : 0 2.1.4 : 0	2.1.1 : > 1500 (dont 253 femmes) 2.1.2 : A déterminer (*) 2.1.3 : A déterminer (*) 2.1.4 : A déterminer (*)	2.1.1/2/3/4 Rapports périodiques du projet	Appropriation du projet par les établissements de formation et les services compétents
<b>Produit 2 lié à l'effet 2</b>	2.2. Les capacités des associations d'entreprises, liées aux services de	2.2.1 Nombre d'associations ayant bénéficiées de mesures de renforcement	2.2.1 : 1	2.2.1 : 3	2.2.1 Rapports périodiques du	Les associations d'entreprises ont

	renforcement de la qualité du secteur des EnR et de l'EE, sont améliorées	<p>2.2.2 Nombre de formations (dont au moins une en matière de renforcement des compétences des femmes dans le secteur) mise en œuvre par la Plateforme des associations EE/ ER</p> <p>2.2.3 Au moins 70% des entreprises bénéficiaires confirment leur satisfaction sur la qualité des services proposés par les association d'entreprises de l'EnR et de l'EE</p>	<p>2.2.2 : 0</p> <p>2.2.3 : 0</p>	<p>2.2.2 :5</p> <p>2.2.3 : &gt; 70%</p>	projet, rapports des périodiques des associations d'entreprises	pleinement actives et accompagnent leurs membres dans leur développement d'activités
<b>Produit 3 lié à l'effet 2</b>	2.3. Les capacités du MMPE et autres institutions publiques sont améliorés	<p>2.3.1 Nombre d'instruments disponibles (directives sectorielles, modèles de rapport d'audits énergétiques, questionnaires pour la collecte de données énergétiques sur les établissements, matériels de communication ...) pour la mise en œuvre de la réglementation sur les audits énergétiques obligatoires des entreprises et institutions publiques</p> <p>2.3.2 Nombre des représentants du MMPE (Directions en charge en charge de EE et ER) confirment que leurs capacités se sont améliorées</p>	<p>2.3.1 : 3</p> <p>2.3.2 : 0</p>	<p>2.3.1 : 6</p> <p>2.3.2 : A déterminer (*)</p>	<p>2.3.1 Rapports périodiques du projet, publications décrets et lois de la CI</p> <p>2.3.2 Resultats d'enquêtes ciblées</p>	Les changements attendus sont soutenus au niveau politique et hiérarchique
<b>Produit 4 lié à l'effet 2</b>	2.4. Les mécanismes de suivi et d'évaluation des mesures d'atténuation liées au secteur de l'énergie en lien avec les initiatives de suivi évaluation et de MRV au niveau national sont améliorés.	2.4.1 Nombre de parties prenantes et organisations atteintes par la diffusion de rapports produits et publiés suite à l'actualisation du MRV sectoriel produits	2.4.1 : 0	2.4.1 : A déterminer (*)	2.4.1 Rapports périodiques du projet, rapports périodiques MRV du ministère	Le MPME et les autres institutions du secteur de l'énergie adhère et s'approprie du projet

(\*) : Ils seront quantifiés au démarrage du projet, lors de la préparation de la ligne de base

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Côte d'Ivoire.

### 4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.2 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

### 4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>2</sup>.

#### 4.4.1 Gestion indirecte avec des entités dont les piliers ont été évalués

Une partie de cette action (composante 1 – objectif spécifique 1) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : l'entité aura une expérience d'intervention dans le secteur de la cuisson propre, de la valorisation des déchets, à la fois auprès des gouvernements et du secteur privé ; elle aura une connaissance des mécanismes de suivi-évaluation ; elle aura une très bonne connaissance du contexte ivoirien ; et une capacité prouvée à travailler de façon inclusive et sans conflit d'intérêts avec les bénéficiaires de l'appui. La mise en œuvre par cette entité implique les produits 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 de l'objectif spécifique 1 mentionnés en section 3 du présent document.

Une partie de cette action (composante 2 – objectif spécifique 2) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ). Cette mise en œuvre implique les produits 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de l'objectif spécifique 2 de la section 3 du présent document. L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : la GIZ met en œuvre actuellement le programme ProFERE et cette action est la continuité de ce programme ; la GIZ a déjà le personnel sur place et la capacité de recruter l'expertise pertinente nécessaire pour la mise en œuvre de l'action.

Si l'entité envisagée doit être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée par une mise à jour de la décision.

#### 4.4.2 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec des négociations avec la ou les entités envisagées pour la mise en œuvre de l'action (cf. section 4.4.1), la modalité de mise en œuvre des deux objectifs spécifiques de l'Action sera la gestion directe (passation de marchés et/ou subventions). Des appels d'offres spécifiques pour des contrats d'assistance technique pourraient être lancés sur la base des objectifs spécifiques décrits à la section 3.1, et des critères de sélection similaires à ceux décrits dans la section 4.4.1. Certaines activités pourraient également être réalisées par la Facilité d'Assistance Technique de l'Union européenne (Global TAF).

<sup>2</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu) ; Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

Des subventions pourraient être attribuées suivant les objectifs spécifiques décrits à la section 3.1, et les critères de sélection similaires à ceux décrits dans la section 4.4.1.

#### 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

#### 4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers (montant en EUR)
<b>Modalités de mise en œuvre</b> – cf. section 4.4		
<b>Objectif/produit 1 : Composante cuisson propre et valorisation des déchets</b>	<b>4 900 000</b>	
<b>Gestion indirecte</b> avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1	4 900 000	
<b>Objectif/produit 2 : Composante du capital humain et marché des EnR et de l'EE</b>	<b>4 900 000</b>	<b>10 600 000</b>
<b>Gestion indirecte</b> avec la GIZ – cf. section 4.4.1	4 900 000	
<b>Evaluation</b> – cf. section 5.2 <b>Audit</b> – cf. section 5.3	<b>200 000</b>	
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	<b>0</b>	
<b>Totaux</b>	<b>10 000 000</b>	<b>10 600 000</b>

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Chaque composante de l'action disposera d'un Comité de Pilotage rassemblant des représentants de l'UE, des institutions nationales ainsi les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre des activités. Chaque Comité se réunira au moins une fois par an pour assurer le pilotage stratégique de l'action.

Dans le cas de la cuisson propre, étant donné la nature multidimensionnelle des enjeux de cuisson, l'Action appuiera la mise en place d'une instance de coordination interministérielle des actions de cuisson propre en Côte d'Ivoire, qui rassemblera des ministères sectoriels (énergie, environnement, agriculture, ressources animales et halieutiques, forêts, etc.) ainsi que transversaux (santé, éducation, promotion des PME, budget, etc.). Cette instance pourra s'inspirer du concept de « Delivery Unit » proposé par la Clean Cooking Alliance, c'est-à-dire une équipe ou entité dédiée à la cuisson intégrée au sein du gouvernement. Cette instance sera représentée dans le comité de pilotage de l'Action.

Pour chaque composante, un comité technique de suivi sera mis en place. Il sera responsable du suivi de la mise en œuvre des activités. En principe il sera composé des mêmes entités faisant partie du comité de pilotage et il se réunira au moins chaque trimestre.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

## 5 MESURE DE PERFORMANCE

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

*Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :*

Le partenaire de mise en œuvre précisera, dès le début de l'action, les indicateurs du cadre logique la ligne de base et les cibles. Un accent particulier sera mis sur l'inclusion des aspects de changements climatiques dans les politiques nationales. Le diagnostic initial du partenaire de mise en œuvre apportera des éléments utiles à l'établissement d'une ligne de référence.

L'évaluation de la prise en compte des aspects de genre pourra s'appuyer sur les études menées lors de la revue des CDN et sur une étude base à mener à l'entame du projet. Le traitement de ces aspects dans le processus de concertation et dans le système de suivi-évaluation de la mise en œuvre des CDN permettra de mesurer l'évolution de cette prise en compte. Les rapports périodiques de suivi évaluation permettront d'évaluer la performance globale du partenaire de mise en œuvre de l'action.

### 5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une/des évaluation(s) sera(ont) effectué(es) pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contracté(es) par la Commission.

Si une évaluation finale ou ex-post est envisagée : celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait que le processus de révision et de rehaussement des ambitions climatiques est un processus continu, dont l'impact sur les politiques publiques aura tendance à se renforcer.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

### 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Niveau Contract		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Cuisson propre et valorisation des déchets
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Capital humain et développement du marché des EnR et EE